

*Impôt sur le revenu*

certaines rumeurs qui circulent dans la presse, le gouvernement songe à abolir le MEER, que l'on avait créé en 1968 pour essayer d'éliminer certaines des injustices fondamentales qui existent au Canada. Le gouvernement a aussi parlé de faire disparaître l'Agence d'examen de l'investissement étranger sous prétexte qu'elle fait peut-être fuir les investissements étrangers.

Ces deux organismes ont été mis sur pied pour nous indiquer la voie à suivre, mais même ces timides mesures embarrassent le cabinet et un grand nombre de députés de l'autre côté. Au lieu de vouloir les abolir, le gouvernement devrait avoir le courage de s'attaquer aux problèmes économiques de l'heure et chercher à aider les petites gens, non pas les grandes sociétés comme INCO, Imperial Oil, les magnats et les autres sociétés qui en sont les propriétaires et les dirigeants de l'étranger.

**M. Gordon Towers (Red Deer):** Monsieur l'Orateur, je n'essayerai pas de défendre le gouvernement contre l'attaque du député de Yorkton-Melville (M. Nystrom), mais je voudrais commenter un moment ce qu'il a affirmé, à savoir qu'il faut aider les travailleurs et non pas les entreprises. Peut-être le meilleur exemple que je pourrais donner pour illustrer une façon d'aider l'entreprise, c'est si la Société du crédit agricole prêtait \$45,000 à un cultivateur pour l'achat d'une moissonneuse-batteuse. Si le cultivateur voulait utiliser des ouvriers plutôt, il devrait sans doute en embaucher près de 500. Je suppose c'est ce que voulait dire le député de Yorkton-Melville.

Si l'on suppose qu'il en coûte de \$10,000 à \$10,500 par année pour entretenir cette machine et qu'on divise cette somme par 500 travailleurs qui feraient ce travail-là au fléau cela donne à peu près \$21 par travailleur. Les choses se passaient ainsi il y a à peu près 75 ans, et le député de Yorkton-Melville devrait peut-être se mettre à la page et, au lieu de tellement parler du chef de l'opposition (M. Clark), il devrait réviser ses propres positions.

Quant aux remarques du président du Conseil du Trésor (M. Andras) aujourd'hui, il est évident qu'il comparait des pommes avec des oranges. D'après lui, les dépenses devraient progresser de 8 p. 100 cette année, mais il a omis de préciser qu'il se basait sur le budget. Il n'est pas passé d'un budget à l'autre. Ce chiffre de 8 p. 100 que cite le ministre risque d'induire en erreur puisque la progression réelle des dépenses est de près de 10 p. 100.

● (2022)

Le ministre a ajouté qu'il n'avait pas l'intention de voiler les faiblesses du gouvernement; pourtant, il n'était manifestement pas disposé à donner une idée précise des projets gouvernementaux actuellement en chantier. Le ministre a en réalité fait preuve de beaucoup de ruse.

Il a dû admettre que le taux de croissance global a baissé parce qu'il ne pouvait pas le cacher; il a cependant ajouté que certains prophètes de malheur répandaient des idées de pessimistes dans tout le Canada. Il a également dit qu'on pouvait le voir à la une des journaux et aux nouvelles de 11 heures. Je ne pense pas que ce soit bien d'essayer de voiler une partie de la vérité. Le ministre nous a caché le fait qu'il y a une dizaine d'années, le gouvernement fédéral empruntait environ 500

[M. Nystrom.]

millions de dollars aux caisses de pensions. Cette année, l'année financière 1977-1978, le gouvernement empruntera probablement autour de 1.8 ou 2 milliards de dollars aux caisses de pensions du Canada. Si cette somme était considérée comme une dette, les chiffres que le ministre a donnés à la Chambre des communes seraient plus justes et nous serions plus proches de la vérité. C'est pourquoi je dis que le ministre a fait preuve de ruse en présentant les choses comme il l'a fait aujourd'hui.

Au cours des cinq dernières années, le gouvernement fédéral a emprunté environ 7.5 milliards de dollars aux caisses de pensions. Mais il s'agit juste d'un chiffre sur papier. La même chose se produit avec l'argent du fonds de stabilisation du prix du grain. Le gouvernement devrait en principe verser à ce fonds \$2 pour chaque dollar versé par le producteur. Mais il ne le fait pas. Pour lui c'est juste un chiffre abstrait. Il calcule l'intérêt qui apparaît bien sur papier. Je ne suis pas en train de dire que le gouvernement veut rouler les agriculteurs ou tous ceux qui participent au fonds, mais nous devons admettre que c'est bien ce qui se produit. Un jour viendra où il faudra bien faire les comptes et le gouvernement d'alors sera obligé de payer. Je veux parler de la somme puisée dans ces caisses que le gouvernement est tenu de verser.

Le ministre a déclaré aujourd'hui que la dépense est comparable à ce qu'elle était il y a dix ans en fonction du produit national brut. Le fait important que le ministre a oublié de mentionner est que le montant de la dette s'élève à un rythme beaucoup plus accéléré qu'auparavant.

L'an dernier, le gouvernement a emprunté \$19 pour chaque dépense de cent dollars. Cette année, le gouvernement emprunte \$23 pour chaque dépense de cent dollars. Quand on songe que le gouvernement a doublé la dette canadienne depuis dix ans, dette qui s'est accumulée durant les cent premières années, il nous faut songer dans quelle voie nous nous orientons.

Le ministre a également prétendu qu'il ne pouvait pas dire aux entreprises et aux syndicats comment remédier au problème. Je reconnais qu'il ne peut le faire, mais il devrait donner l'exemple. Aucun syndicat ou entreprise ne collaborera avec le gouvernement tant que ce dernier ne donnera pas l'exemple. Une majoration de 10 p. 100 n'est certes pas un bon exemple de la façon de contenir l'inflation. Il a aussi signalé que nous nous conditionnons à l'idée d'une dépression. Je tiens à dire à la Chambre qu'il y a une différence énorme entre l'idée et la réalité d'une dépression. Le gouvernement n'a pas su regarder la réalité en face et il trompe ainsi les Canadiens.

Le député de Calgary-Nord (M. Woolliams) et le député de Lethbridge (M. Hurlburt) ont présenté des motions cet après-midi et je m'associe à eux, parce que nous venons d'une région où la GRC est généralement très bien vue et tenue en haute estime. Nous reconnaissons l'apport énorme que les membres de cet effectif policier ont fait à notre patrimoine et qui constitue la base sur laquelle reposent la justice et la sécurité au Canada.